



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| | |
|--|--|
| Secrétariat général Service des ressources humaines Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération Département du pilotage de la mobilité 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP 0149554955 | Note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2024-2 04/01/2024 |
|--|--|

Date de mise en application : 04/01/2024

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 19

Objet : Mobilité fil de l'eau Opérateurs (Haut Conseil pour le Climat, Académie Vétérinaire de France, FranceAgriMer, Agence Nationale de la Sécurité du Médicament et des produits de santé) - 19 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Haut Conseil pour le Climat :

- 1 poste de chargé(e) de mission UTCATF et biodiversité
Date limite de candidature : 04/02/2024

Académie Vétérinaire de France :

- 1 poste de responsable chargé(e) d'assister le Secrétaire général
Date limite de candidature : 04/02/2024

France AgriMer :

- 1 poste de chargé(e) de mission appui aux exportateurs
Date limite de candidature : 19/01/2024
- 1 poste de chef(fe) de pôle programmes opérationnels
Date limite de candidature : 02/02/2024
- 1 poste de gestionnaire instructeur(trice) liquidation programmes opérationnels
Date limite de candidature : 02/02/2024
- 1 poste d'adjoint(e) au chef de service affaires financières, maîtrise des risques budgétaires et mesures de la performance
Date limite de candidature : 02/02/2024
- 1 poste de gestionnaire administratif et réglementaire des affaires contentieuses et juridiques
Date limite de candidature : 25/01/2024
- 1 poste de chargé(e) d'informations économiques et d'enquêtes
Date limite de candidature : 02/02/2024
- 1 poste de Data Stewart, chargé(e) de mission « qualité des données »
Date limite de candidature : 15/01/2024
- 1 poste de Data engineer et Assistant(e) à la maîtrise d'ouvrage de système d'information de données économiques
Date limite de candidature : 15/01/2024

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé - ANSM :

- 1 poste de référent(e) physico-chimie en laboratoire de contrôle qualité des médicaments chimiques et dispositifs médicaux (Site de Vendargues)
Date limite de candidature : 11/01/2024
- 1 poste de technicien(ne) de laboratoire (Site de Vendargues)
Date limite de candidature : 28/01/2024

- 1 poste de chef(fe) de pôle instruction et notification des dossiers de la direction des autorisations INOTIF
Date limite de candidature : 28/01/2024
- 1 poste d'évaluateur(trice) coordinateur(trice) scientifique et réglementaire
Date limite de candidature : 28/01/2024
- 1 poste de référent(e) en méthodologie et biostatistiques cliniques
Date limite de candidature : 28/01/2024
- 1 poste d'évaluateur(trice) coordinateur(trice) scientifique et réglementaire (Investigations cliniques et études des performances)
Date limite de candidature : 28/01/2024
- 1 poste d'évaluateur(trice) pharmacovigilance – Oncologie solide
Date limite de candidature : 29/01/2024
- 1 poste d'évaluateur(trice) clinique en médicaments antibiotiques
Date limite de candidature : 29/01/2024
- 1 poste d'ingénieur développeur FullStack
Date limite de candidature : 28/01/2024

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Responsable (H/F) chargé d'assister le secrétaire général de l'Académie Vétérinaire de France

Domaine fonctionnel : Gestion administrative

Famille : Administration

Emploi : Responsable (H/F) chargé d'assister le secrétaire général de l'Académie Vétérinaire de France (AVF)

Catégorie du métier : B

Corps attendu : secrétaire administratif

Groupe RIFSEEP : 2

1. Description de l'environnement professionnel et du métier

L'Académie Vétérinaire de France (AVF) a été reconnue d'utilité publique en 1878 sous le nom de Société Centrale de Médecine Vétérinaire, puis transformée en Académie en 1928. Le Ministre en charge de l'Agriculture en est le président d'honneur. Elle est composée de 194 membres (24 émérites, 9 correspondants honoraires, 70 titulaires, 64 correspondants et 27 associés d'origine étrangère). Il faut y ajouter 4 membres d'honneur. La plupart des membres sont vétérinaires, mais elle comprend aussi 17 membres non-vétérinaires : médecins, chirurgiens, dentistes, agronomes, et biologistes.

L'Académie exprime son avis sur toutes les questions de sa compétence, et notamment sur celles dont elle est saisie par le Gouvernement. Elle émet des vœux, des avis, des rapports, des communiqués et des communiqués de presse ; elle édite le Bulletin de l'Académie Vétérinaire de France, et se réunit en séances plénières académiques (en mixte : présentiel / distanciel) 2 fois par mois environ à l'école vétérinaire de Maisons-Alfort.

Voir le site : academie-veterinaire-defrance.org

2. Description du service

- Mission du service

L'AVF est géré par un Bureau (qui se réunit 6 à 10 fois par an) et par un Conseil d'Administration (qui se réunit environ 4 fois par an). Les membres de l'AVF se réunissent régulièrement, en dehors des 2 sessions plénières mensuelles, dans des sections, des commissions, des comités, ou des groupes *ad hoc*.

- Relations professionnelles les plus fréquentes

Le responsable chargé d'assister le secrétaire général de l'AVF sera placé sous l'autorité directe du Président de l'AVF (élu pour un an) et du Secrétaire Général (élu également).

Il travaillera en collaboration non hiérarchique avec un agent administratif à temps partiel, qui assure depuis plusieurs années un secrétariat ponctuel de l'AVF (mis à disposition par le Conseil National de l'Ordre des Vétérinaires).

- Lieu de travail professionnel

Le responsable chargé d'assister le secrétaire général de l'AVF disposera d'un bureau dans les locaux du Conseil National de l'Ordre des Vétérinaires, situé 34 rue Breguet, 75011 Paris. Ce responsable pourra effectuer du télétravail, dans un cadre contractuel.

3. Activités

▪ Secrétariat général

a- Gérer le secrétariat de l'AVF, archiver les documents.

b- Préparer l'agenda annuel des séances statutaires, des réunions du Bureau et du Conseil d'Administration.

c- Organiser les séances statutaires en présentiel, distanciel ou mixtes (séances bimensuelles, annuelles du président ou solennelles bisannuelles, interacadémiques ;

Assemblées générales) : réserver les salles, envoyer par mail les invitations, et les liens en visioconférence, assurer les enregistrements vidéo.

d- Organisation des élections (vote, transmission des résultats aux ministères).

e- Préparer et organiser la commission statutaire ; gestion des candidatures.

- *Gérer l'interface avec le Bureau et le Conseil d'Administration*
Organiser les réunions et y assister : date, lieu, convocation, ordre du jour. Rédiger le compte-rendu de ces réunions. Gestion des nouveaux membres : réception, médailles.
- *Gérer l'interface avec les sections, commissions, comités, groupes ad hoc*
 - a- Recueillir les comptes-rendus et les mettre sur le site web de l'AVF.
 - b- Gérer les avis, les rapports les communiqués ; en assurer une diffusion interne et externe adéquate.
 - c- Assurer un soutien au BAVF.
- *Collaborer avec le trésorier de l'Académie*
Suivi : Dotation annuelle du ministère de l'agriculture. Dons et legs des particuliers, mécénat d'entreprises. Contribution volontaire des membres de l'AVF.
- *Mise à jour de la liste des partenaires institutionnels de l'AVF*
Noms, adresses des administrations (directions des ministères, préfecture de police, administrations de l'UE...), des académies partenaires, des laboratoires de recherches, des media, des agences nationales (ANSESS, INRAE ...) et internationales.
- *Communication*
Support à la gestion du réseau LinkedIn, et au webmaster pour la mise en ligne de documents sur le site web de l'AVF.
- *Suivi des indicateurs de performance*

4. Prérequis (Diplôme, ou expérience)

Bac + 2 dans la gestion administrative ou le secrétariat.

5 ans d'expérience dans un poste qui nécessite une certaine autonomie.

5. Compétences et savoir faire

| | |
|--|-----------------|
| Connaissance du monde vétérinaire | Niveau requis 1 |
| Droit, Techniques juridiques | 2 |
| Organisation administrative et documentaire | 3 |
| Utilisation de logiciels (Word, Excel, Powerpoint ...) | 3 |
| Utilisation de logiciels de visio-conférence (Zoom, Teams) | 3 |
| Expression écrite | 2 |
| Autonomie administrative, sens de l'initiative | 3 |

6. Conditions particulières de travail

Le responsable chargé d'assister le secrétaire général de l'AVF pourra être amené à assister à des réunions (en fin d'après-midi) en visio-conférence et à des séances académiques à l'extérieur, en journée, notamment à l'école vétérinaire de Maisons-Alfort, ou exceptionnellement dans d'autres académies (Agriculture, Médecine, Chirurgie, Pharmacie, Technologies) à Paris.

7. Informations complémentaires sur le poste

Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du président actuel de l'AVF (Jean-Roch GAILLET jean-roch.gaillet@ifce.fr) ou du secrétaire général par intérim (Didier BOUSSARIE didier.boussarie@wanadoo.fr).

Chargé(e) de mission UTCATF et biodiversité

Le Haut conseil pour le climat

Le Haut Conseil pour le climat, organisme indépendant, est placé auprès du Premier ministre.

Le Haut Conseil pour le climat rend chaque année un rapport qui porte notamment sur :

1° Le respect de la trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre au regard des budgets carbone et de la stratégie bas-carbone;

2° La mise en œuvre et l'efficacité des politiques et mesures décidées par l'Etat et les collectivités territoriales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, développer les puits de carbone, réduire l'empreinte carbone et développer l'adaptation au changement climatique, y compris les dispositions budgétaires et fiscales ;

3° L'impact socio-économique, notamment sur la formation et l'emploi, et environnemental, y compris pour la biodiversité, de ces différentes politiques publiques.

Dans ce rapport, le Haut Conseil met en perspective les engagements et les actions de la France par rapport à ceux des autres pays. Il émet des recommandations et propositions pour améliorer l'action de la France, les contributions des différents secteurs d'activité économiques au respect des budgets carbone ainsi que la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées aux transports aéronautique et maritime internationaux.

Le Haut Conseil rend un avis sur la stratégie nationale bas-carbone et les budgets carbone. Il évalue la cohérence de la stratégie bas-carbone vis-à-vis des politiques nationales et des engagements européens et internationaux de la France, en particulier de l'accord de Paris sur le climat et de l'objectif poursuivi d'atteinte de la neutralité carbone en 2050, tout en prenant en compte les impacts socio-économiques de la transition pour les ménages et les entreprises, les enjeux de souveraineté et les impacts environnementaux.

Le Haut Conseil pour le climat peut se saisir de sa propre initiative ou être saisi par le Gouvernement, le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat ou le président du Conseil économique, social et environnemental pour rendre un avis, au regard de sa compétence, sur un projet de loi, une proposition de loi ou une question relative à son domaine d'expertise. Dans cet avis, le Haut Conseil pour le climat étudie la compatibilité de la proposition ou du projet avec les budgets carbone de la stratégie nationale bas-carbone.

Missions – Chargé(e) de mission UTCATF et biodiversité

Le/la chargé(e) de mission utilisation des terres, changement d'affectation des terres, foresterie (UTCATF) et biodiversité est placé sous l'autorité du directeur adjoint, et aura pour missions principales de :

- Assurer une veille et un suivi des politiques publiques mises en œuvre ou en projet sur son secteur, au niveau national et territorial, mais également européen et international en lien avec le/la chargé(e) de mission Europe et international.
- Rédiger des notes de synthèse et de prospective sur les principales évolutions de son secteur, à destination notamment de la Présidente, du directeur, et des membres du HCC dans le cadre des sessions plénières mensuelles.

- Suivre et intégrer les commentaires et orientations actés lors des réunions plénières ou de toute réunion de travail associant le Secrétariat et les membres du HCC.
- Rédiger les travaux du HCC relatifs à son secteur : sections du rapport annuel, avis, rapports thématiques, éléments techniques des dossiers d'entretien et d'audition de la Présidente et du directeur.
- Suivre et analyser les trajectoires d'émissions et le développement de la capacité de production de son secteur par rapport aux objectifs, en lien avec le/la responsable des études (atténuation).
- Suivre et analyser les impacts et trajectoires d'adaptation de son secteur par rapport aux objectifs, en lien avec le/la responsable impact et adaptation.
- Être force de proposition sur les objectifs, mesures et actions concernant ce secteur, à la fois pour l'atténuation et pour l'adaptation.
- Contribuer aux analyses et synthèses concernant les autres secteurs lorsque nécessaire.
- Établir un réseau d'experts techniques de son secteur qui puisse permettre d'éclairer les avis du HCC et en animer les échanges.

Corps attendu : IPEF, ISPV, IAE

Cotation parcours professionnel : 2

Groupe RIFSEEP : IPEF G.4 / ISPV G.3 / IAE G.3

Poste en mise à disposition auprès du Secrétariat du Haut Conseil pour le climat (SPM/France stratégie)

Localisation : 20 avenue de Ségur 75007 Paris (SPM)

- Télétravail possible jusqu'à 2 jours par semaine
- Bureau partagé (3 personnes)

Profil recherché :

Le/la candidat(e) devra répondre aux conditions suivantes :

- diplômé(e) de l'enseignement supérieur (niveau master ou équivalent), spécialisé dans le secteur,
- 10 à 15 ans d'expérience professionnelle, dont 10 ans d'expérience opérationnelle,
- excellent sens de l'organisation et de la rigueur,
- esprit de synthèse et de concision,
- excellentes qualités rédactionnelles,
- connaissances approfondies des politiques climatiques relatives au secteur,
- capacité à effectuer des analyses quantitatives et qualitatives et à traiter des données et indicateurs,
- sens du travail en équipe et en réseau,
- excellentes capacités relationnelles,
- capacité à produire dans des délais contraints,
- la maîtrise courante de l'anglais (lu/écrit/parlé) serait un atout.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) de mission appui aux exportateurs

Mission des Affaires Européennes et Internationales

N° appel à candidature : 23632

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

Cotation Groupe RIFSEEP :

4 si corps des attachés d'administration

4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Vacant – Création de poste

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée fin 2019.

La mission des affaires européennes et internationales (MAEI) est notamment chargée de :

- animer les travaux de la commission internationale de l'établissement, instance qui réunit les filières françaises agricoles et internationales exportatrices ainsi que l'ensemble des ministères, représentants des régions et structures publiques impliquées en matières de sujets internationaux et d'exportation ;
- faciliter l'accès des exportateurs aux marchés des pays tiers (appui des négociations, information sur la qualité des produits français, etc.) ;
- assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des services numériques de la plateforme Expadon2, visant à assurer un service de gestion des agréments à l'exportation, des modèles de certificats sanitaires et d'information réglementaires sur les conditions d'exportation des produits français ;
- conduire les programmes et les actions de coopération internationale financés par l'établissement ;
- coordonner les experts français à l'OIV (Organisation Internationale du Vin) et assurer l'analyse et le suivi des impacts des travaux de cette instance en matière d'exportation ;
- coordonner la position de FranceAgriMer au sein des « comités de gestion » de la Commission européenne et assurer un rôle d'information sur les sujets européens au sein de l'établissement ;
- gérer les budgets internationaux délégués à FranceAgriMer par les directions générales du ministère chargé de l'agriculture.

Objectifs du poste :

Le ou la titulaire du poste assure le rôle d'interface entre les organisations professionnelles agricoles et la DGAL sur les sujets d'accès au marché, en collaboration avec les autres agents du service.

Le périmètre des filières et sujets suivis est modulable en fonction des besoins dans le temps.

Dans un premier temps sur la période 2023-2024, la priorité est d'assurer une montée en compétences en matière d'appui à l'audit sanitaire d'établissements agréés en vue de l'exportation pays tiers et d'identification des besoins de mises à jour des documents d'instructions officielles et des protocoles d'accréditation dans le domaine des exportations vers les pays tiers.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la Cheffe d'unité, et en interaction forte avec l'experte produits animaux au moins dans un premier temps :

- Préparer des avis argumentés lors des différentes étapes de négociation, en lien avec la réglementation européenne et des pays tiers, et avec l'avis des professionnels du secteur concerné.
- Contribuer à l'organisation et à l'accueil de missions d'audit en lien avec les négociations sanitaires internationales ou l'accréditation des établissements exportateurs, ainsi qu'au suivi de ces missions.
- Réaliser des audits d'établissements du secteur carné, soit pour les préparer aux audits d'accréditations pour l'exportation, soit en préparation d'un audit d'ouverture de marché, de levée d'embargo, ou de contrôle des conditions sanitaires français.
- Contribuer à la conception de cycles de formation pour les opérateurs et y participer en tant qu'expert.e, afin de les préparer notamment aux audits sanitaires des autorités des pays importateurs ;
- Suivre les développements du système Expadon 2, apporter un appui en recette métier et promouvoir son utilisation ;
- Rédiger et diffuser des notes techniques d'information destinées aux opérateurs ;
- Emettre des avis et piloter ou participer à des groupes de travail techniques portant sur des questions sanitaires en lien avec l'exportation ;
- Contribuer au dispositif de qualification des établissements à l'exportation dont l'arrêté ministériel est en cours de finalisation.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres unités de la MAEI, mission « filières » et service informatique
- Au sein du MASA : DGAL principalement et en particulier le BEPT
- Autres ministères : DGCCRF et Services économiques en ambassades
- Autres organismes : fédérations professionnelles & interprofessions agricoles et agroalimentaires, Régions françaises, CCI, Business France, SOPEXA, OSCI.
- Déplacements en France et à l'international.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaître au moins un des secteurs d'activité couverts par l'établissement.
- Avoir des connaissances de base sur la réglementation sanitaire et phytosanitaire (SPS).
- Aptitude à l'utilisation de logiciels et applications informatiques
- Pratiquer l'anglais et, si possible, d'autres langues étrangères.

Savoir-faire / Maîtrise :

- Créativité, dynamisme et sens de l'organisation.
- Aptitude à la conduite de projets.
- Goût pour la concertation.
- Sens de l'écoute et du dialogue.

Savoir-être :

- Réactivité
- Autonomie
- Gestion du stress

Diplôme – Expérience professionnelle :

Minimum bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter :

Régis RAFFIN – Adjoint au chef de la MAEI – regis.raffin@franceagrimer.fr

Elisabeth DESCAMPS – Référente SPS produits animaux – elisabeth.descamps@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE – Chargée de mission recrutement Tél. : 01.73.30.22.35 – Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail :

- FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
- L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail jusqu'à 3 jours par semaine, sous certaines conditions d'éligibilité.
- Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- *Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.*
- *Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.*

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 19/01/2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- une lettre de motivation,
- un *curriculum vitae*,
- pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle programmes opérationnels

**Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /
Unité Programmes opérationnels**

N° appel à candidature : 23701

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP :
3 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de
l'environnement ou attaché d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Indiquer : **Poste susceptible d'être vacant**

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels », qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Objectifs du poste

Au sein du pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel. Il organise et supervise le travail de son équipe.

Le titulaire est également référent sur certaines activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses en plus de la gestion de son équipe.

Missions et activités principales :

- Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe de 3 à 4 agents, pour l'agrément des programmes opérationnels et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels
- Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer la cheffe d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour toute autre mission déléguée
- Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes et des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes opérationnels
- Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence
- Etre référent sur des activités transverses à l'unité
- Accompagner et former les agents de l'unité si nécessaire
- Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, organisations de producteurs et familles professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales, accompagnement du changement
- Maîtrise des outils bureautiques classiques
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 validé

Contraintes du poste :

Néant

Poste clé¹ : Oui Non x

Poste à caractère sensible² : Oui Non x

Poste à privilèges³ : Oui Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion

☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels

☎ : 01 73 30 21 60 ✉ : isabelle.bretaudeau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : Vendredi 02 février 2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire Instructeur(trice) liquidation programmes opérationnels

**Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /
Unité Programmes opérationnels**

| | |
|---|--|
| N° appel à candidature : 23702 | Catégorie : B |
| Cotation parcours professionnel : SO | Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou des techniciens supérieurs |
| Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides | |
| Indiquer : Poste susceptible d'être vacant | Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |
| Conditions de recrutement : | |
| <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p> | |
| Présentation de l'environnement professionnel : | |
| <p>L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, – assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, – mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, – gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. | |

| | |
|--|---|
| <p>Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels », qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.</p> | |
| <p>Objectifs du poste</p> | |
| <p>Au sein d'un pôle de 4 personnes sous la responsabilité d'un cadre, gérer dans le respect des dispositions réglementaires un portefeuille d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel. Instruire l'agrément de leurs programmes opérationnels. Instruire, liquider et ordonnancer leurs demandes d'aides aux fonds opérationnels.</p> | |
| <p>Missions et activités principales :</p> | |
| <p>pour chacune des organisations de producteurs de son portefeuille :</p> <ul style="list-style-type: none"> • agréer le programme opérationnel et ses modifications • instruire les demandes de paiement, liquider et ordonnancer les aides financières (acompte, avance et solde) • Rédiger des notes, courriers à destination des bénéficiaires et de l'agence comptable • Etre l'interlocuteur privilégié des organisations de producteurs <p>Rendre compte de son activité à son responsable de pôle ou chef d'unité.</p> | |
| <p>Relations fonctionnelles du poste :</p> | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Au sein de FranceAgriMer : agents de l'unité, agence comptable, contrôleurs • En externe : organisations professionnelles du secteur des fruits et légumes | |
| <p>Compétences requises pour le poste :</p> | |
| <p style="text-align: center;">Savoirs / Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> • La connaissance de la réglementation communautaires (politique agricole commune) serait un plus. • Connaissance de l'environnement professionnel • La connaissance de l'organisation de la filière serait un plus • Un tutorat sera réalisé | <p style="text-align: center;">Savoir-faire / Maîtrise</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des outils bureautiques classiques • Capacités rédactionnelles • Capacité à travailler en équipe • Rigueur dans la mise en œuvre de procédures • Capacité à faire remonter les difficultés |
| <p>Diplôme – Expérience professionnelle</p> | |
| <p>Bac + 2</p> | |
| <p>Contraintes du poste :</p> | |
| <p>RAS. Télétravail possible</p> | |
| <p>Poste clé¹ :</p> | <p>Oui Non x</p> |

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

| | | |
|--|-----|-------|
| Poste à caractère sensible² : | Oui | Non x |
| Poste à privilèges³ : | Oui | Non x |
| Personnes à contacter | | |
| Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion ☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr | | |
| Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels ☎ : 01 73 30 21 60 ✉ : isabelle.bretauudeau@franceagrimer.fr | | |
| Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement ☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr | | |
| Conditions de travail | | |
| <p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p> | | |
| DATE LIMITE DE CANDIDATURE : Vendredi 02 février 2024 | | |
| Le dossier de candidature doit comporter : | | |
| <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. | | |

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint(e) au chef de service affaires financière, maîtrise des risques budgétaires et mesures de la performance

Secrétariat Général

| | |
|--|--|
| N° appel à candidature : 23703 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 2 | Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat ou corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement |
| Filière d'emploi : 1 - Elaboration et pilotage des politiques publiques | |
| Poste vacant | Localisation : Indiquer : nom de la ville le code département entre parenthèse 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le poste est rattaché au Service affaires financière, maîtrise des risques budgétaires et mesures de la performance au sein du Secrétariat général.

Le service est composé de deux unités (budgétaire et contrôle de gestion) et d'une mission dédiée au contrôle interne et à l'administration fonctionnelle de l'outil de gestion budgétaire et comptable. Le service assure la gestion des crédits de l'établissement, mesure l'efficacité et l'efficience des moyens mobilisés au travers de la comptabilité analytique, le suivi et l'actualisation du contrôle interne, ainsi que la gestion du schéma pluriannuel (SPSI).

Objectifs du poste

Acteur important de la poursuite de la modernisation financière lié au nouveau progiciel budgétaire et comptable, l'agent recruté a en charge la supervision de la préparation des budgets de l'établissement ainsi que le suivi de son exécution tant en dépenses qu'en recettes par un dialogue de gestion permettant de mesurer la soutenabilité à court et moyen terme.

Contribuer à la promotion, au sein de l'organisme, d'une culture financière notamment orientée dans une démarche contrôle interne.

Il contribue également à la synergie entre les différentes missions du service dans une démarche de recherche d'efficience en intégrant en particulier le volet immobilier.

Missions et activités principal

Superviser la gestion et le suivi budgétaire :

- Superviser les éléments constitutifs d'un tableau de bord budgétaire ;
- Superviser les documents budgétaires constitutifs du dossier budgétaire présenté en conseil d'administration et lors des opérations de clôture ;
- Assurer l'actualisation et la supervision du volet immobilier
- Contribuer au contrôle qualité des différents éléments budgétaires ;

Contribuer au contrôle interne budgétaire :

- Actualiser les processus de contrôle interne budgétaire
- Contribuer au développement de la culture financière au sein l'établissement
- Superviser la gestion fonctionnelle du SI financier et actualisation des outils de pilotages
- Effectuer une veille réglementaire pour garantir de manière continue la conformité budgétaire de l'établissement

Développement des synergies :

- Développer le contrôle de gestion en relation avec les impératifs financiers de l'établissement ;
Veiller à la cohérence de la politique immobilière et de ses impacts budgétaires

Relations fonctionnelles du poste :

Interne FranceAgriMer, ministères, Direction du budget

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du fonctionnement des services ainsi que des dispositifs de contrôle interne
- Connaissances réglementaires et budgétaires avérées en matière de gestion budgétaire et comptable publique (GBCP)
- Maîtrise d'un logiciel budgétaire et comptable

En tant que de besoin, des formations aux outils métiers peuvent être proposées

Savoir-faire / Maîtrise

- Animation d'équipe
 - Respecter les principes du contrôle interne budgétaire
 - Capacité d'analyse et de synthèse
 - Maîtrise des techniques de communication orale et écrite
 - Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel) et internet
 - Se tenir informé des évolutions réglementaires et s'y adapter
- Sens de l'organisation, autonomie, discrétion, rigueur, réactivité, curiosité intellectuelle, esprit d'initiative, capacité à s'adapter à de nouvelles tâches ou procédures

Diplôme – Expérience professionnelle

Pas de conditions particulières de diplômes à ce stade. En revanche une expérience professionnelle dans le domaine budgétaire est nécessaire

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé¹ :

Oui Non x

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

| | | |
|--|-----|-------|
| Poste à caractère sensible² : | Oui | Non x |
| Poste à privilèges³ : | Oui | Non x |
| Personnes à contacter | | |
| A compléter | | |
| Alexandre, CENSONI - chef du service affaires financières – tél. 01.73.30.22.28 alexandre.censoni@franceagrimer.fr | | |
| Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35 | | |
| Conditions de travail | | |
| <p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p> | | |
| DATE LIMITE DE CANDIDATURE : vendredi 02 février 2024 | | |
| Le dossier de candidature doit comporter : | | |
| <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. | | |

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

Gestionnaire administrative et règlementaire des affaires contentieuses et juridiques

Secrétariat général/Service juridique et coordination européenne/ Unité des affaires juridiques

| | |
|---|--|
| N° appel à candidature : 23704 | Catégorie : B |
| Cotation parcours professionnel : SO | Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs |
| Filière d'emploi : n° 20 - Affaires juridiques | |
| Indiquer : Poste vacant | Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy, 93 100 Montreuil |
| Conditions de recrutement : <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p> | |
| Présentation de l'environnement professionnel : <p>Au sein du Secrétariat général, le service Juridique est chargé d'assurer la sécurité juridique de l'établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts ; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'établissement (Ministère ou filières) ; d'assurer une veille réglementaire et jurisprudentielle.</p> | |
| Objectifs du poste : <p>Assister les juristes dans la recherche documentaire pour le contentieux et dans la préparation et le suivi des dossiers contentieux ; assurer la veille réglementaire ; gérer les décisions du directeur général ; gérer les archives Assurer le secrétariat de l'unité en alternance avec un autre agent et par intérim certaines missions du secrétariat du service.</p> | |
| Missions et activités principales : | |

▪ **Contentieux :**

- suivre les événements des dossiers contentieux (arrivée des requêtes, échanges entre les parties, délais notamment) ; rappel des échéances par courriels réguliers ;
- assurer la mise à jour du fichier contentieux et du réseau, et la maintenance de l'outil ; mettre à disposition des services concernés de l'Établissement les données et informations issues des dossiers contentieux ;
- rassembler les éléments techniques pour le traitement des dossiers contentieux ou de recours gracieux ;
- rédiger des notes de procédure pour sécuriser le suivi des dossiers contentieux de l'unité des affaires juridiques

- **Conseil juridique :** suivre et gérer les saisines en conseil juridique (réception des questions, échanges avec les services, enregistrement, délais,...) ;

- **Recherche et documentation :** recherche des éléments documentaires pour le traitement des dossiers contentieux ou de recours gracieux, recherche de documentation sur les questions de droit, gestion de la documentation ;

- **Décisions du directeur général :** gérer les textes réglementaires de l'établissement (délégations de signature, des décisions d'organisation et de gestion des mesures), consolidation des textes réglementaires, publication, gestion des spécimens de signature ;

- **Assistance administrative :**

- suivre les frais judiciaires et honoraires d'avocats (relations avec les avocats, l'unité budget et l'agence comptable) ;
- gérer les archives de l'Unité ;
- gérer et enregistrer le courrier de l'unité et assurer par intérim certaines fonctions du secrétariat du service.

- **Préparation des notifications des titres de recette en exécution des décisions de justice**

Relations fonctionnelles du poste :

L'Agence comptable et les directions de l'établissement (siège et région), le MASA, les avocats de l'établissement.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- connaître l'architecture juridictionnelle française administrative et les différents actes de procédure devant les juridictions ;
- connaître la gestion budgétaire ;
- connaître l'organisation de l'établissement ;
- connaître les missions du Service Juridique et de coordination européenne.

Savoir-faire / Maîtrise

- maîtriser les logiciels bureautiques et métier (budgétaire) ;
- maîtriser les techniques rédactionnelles ;
- hiérarchiser et classer l'information
- gérer les flux de courrier ;
- rigueur, méthode, et organisation ;
- qualités relationnelles ;
- esprit d'analyse et de synthèse ;
- capacité à travailler en équipe ;
- Sens de l'initiative, réactivité.

Diplôme – Expérience professionnelle

Une bonne expérience dans des fonctions similaires serait un avantage.

Contraintes du poste :

Réactivité et sens du travail en réseau nécessaires.

| | | |
|--|-----|-------|
| Poste clé¹ : | Oui | Non x |
| Poste à caractère sensible² : | Oui | Non x |
| Poste à privilèges³ : | Oui | Non x |
| Personnes à contacter | | |
| <p>Benjamin THYWISSEN, Chef du SJCE, benjamin.thywissen@franceagrimer.fr, tél : 01 73 30 31 80 Jean-Pierre VALLEE, Adjoint au chef du SJCE, jean-pierre.vallee@franceagrimer.fr, tél : 01 73 30 25 52 Charlotte HUBERT, Cheffe de l'Unité des affaires juridiques, charlotte.hubert@franceagrimer.fr, tél : 01 73 30 22 53</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement, mobilite@franceagrimer.fr, tél. : 01 73 30 22 35</p> | | |
| Conditions de travail | | |
| <p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p> | | |
| DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 25 janvier 2024 | | |
| <p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. | | |

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE L'ALIMENTATION ET DE LA FORET

PAYS DE LA LOIRE

Chargé d'informations économiques et d'enquêtes

DRAAF Pays de la Loire / Service régional de l'économie agricole et des filières (SREAF) - Pôle Filières agricoles et agro-alimentaires – 50% / Service régional de l'information statistique et économique (SRISE) - Pôles enquêtes et conjoncture – 50%

N° appel à candidature : 23705

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 1 si corps des secrétaires administratifs ou corps des techniciens supérieurs

Filière d'emploi : 7 - Economie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste susceptible d'être vacant au 01/05/2024

Localisation : Nantes (44)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le poste est réparti à temps égal entre :

1 - Le Service régional d'économie agricole et des filières des Pays de la Loire qui regroupe les missions de la DRAAF (animation des filières agricoles, aides conjoncturelles, foncier agricole, installation, agroécologie...) et les missions de FranceAgriMer (FAM) en service territorial. Le pôle Filières agricoles et agro-alimentaires est composé de 5 agents FAM et 4 agents du ministère de l'agriculture (MASA) répartis en 4 unités : unité filières d'élevage, unité filières végétales, unité Aval – Grandes cultures et unité IAA – Agriculture biologique.

Le poste est situé au sein de l'unité Aval – Grandes cultures, composée de 5 agents. Cette unité met en œuvre les missions confiées par FranceAgriMer concernant les grandes cultures. Cela concerne l'animation régionale de la filière via les comités régionaux, les rencontres inter-régionales, la collecte et le traitement des données statistiques via les outils informatiques dédiés, le suivi des collecteurs de céréales (cautionnement via l'Aval) ...

2 – le Service régional de l'information statistique et économique des Pays de la Loire qui réalise les programmes d'enquêtes de la statistique agricole et du réseau des nouvelles des marchés (RNM) : il collecte les données, établit les prévisions de production et des notes de conjoncture et valorise les données relatives aux exploitations agricoles, aux entreprises et aux filières pour répondre aux besoins de la DRAAF, des interlocuteurs professionnels et du grand public. Il comporte 25 personnes et est organisé en 4 pôles (enquêtes, conjoncture et RNM, synthèse et valorisation des données, SIG et analyse territoriale).

Objectifs du poste

- Collecter et traiter les données statistiques des grandes cultures selon le programme annuel de FranceAgriMer ;
- Participer à l'animation et à la connaissance de la filière des grandes cultures dans la région ;
- Réaliser des enquêtes de conjoncture mensuelle pour le service de la Statistique et de la Prospective (SSP) ;
- Piloter l'enquête « Terres Labourables », réalisée par échantillon auprès d'exploitants agricoles dans l'objectif d'estimer les rendements et les prévisions de surface des principales cultures

Missions et activités principales :

Concernant le SREAF :

- Mettre en œuvre le programme d'enquêtes statistiques de FranceAgriMer concernant la filière céréales en Pays de la Loire : l'enquête prix trimestrielle, l'enquête Qualité (été, automne, stockage sanitaire et recherche d'insectes).
- Participer à la mise en place potentielle de l'enquête prix bio.
- Être le référent FranceAgriMer régional pour le programme Céré'Obs (suivi hebdomadaire de l'état d'avancement des cultures de céréales)
- Assurer le suivi des exportations portuaires régionales
- Traiter et analyser les données statistiques collectées (activité portuaire, livraisons des céréales, chiffres clefs) afin de les diffuser (plaquettes, réunions, demandes diverses) ;
- Participer au traitement des états 1 (fichier annuel des livraisons individuelles de Grandes Cultures) ;
- Produire à un rythme de deux fois par an au minimum une synthèse de la campagne en cours.
- Transmettre les données à FranceAgriMer
- Participer aux Comités Régionaux des Céréales (CRC) 2 fois par an.

Concernant le SRISE :

- Mettre en œuvre le programme national d'enquêtes grandes cultures et prairies : réaliser les prévisions de production pour la région des Pays de la Loire ;
- Organiser et conduire la collecte des données de l'enquête Terres Labourables : organiser la logistique de la collecte, participer à la formation des enquêteurs, suivre l'avancement de la réalisation de l'enquête, assurer une assistance sur le terrain, définir les contrôles post-collecte, réaliser des bilans, etc ;
- Préparer et animer les réunions mensuelles « Productions grandes cultures » entre FranceAgriMer et le SRISE ;
- Synthétiser les données FranceAgriMer et SRISE collectées et valoriser ces informations par la rédaction d'articles dans les notes de conjoncture publiées par le SRISE ;
- Le cas échéant, venir en appui d'autres enquêtes mise en œuvre par le SRISE.

Relations fonctionnelles du poste :

- Relations avec les professionnels et les structures professionnelles des filières grandes cultures

- Relations avec les services du siège de FranceAgriMer
- Relations avec les autres agents de l'unité, du pôle et du service
- Relations avec les responsables d'enquête (Service de la Statistique et de la Prospective), et avec les enquêteurs

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des filières agricoles, notamment la filière des grandes cultures ;
- Connaissance des guides de procédure à appliquer (à acquérir après la prise de poste).

Savoir-faire / Maîtrise

- Organisation, rigueur, disponibilité, autonomie ;
- Connaissance des outils informatiques et bureautiques (Word, Excel, Power point) et spécifiques aux activités ;
- Capacités rédactionnelles ;
- Capacité à travailler en équipe ;
- Capacité à gérer des urgences ;
- Qualités relationnelles

Diplôme – Expérience professionnelle

A compléter en cas de souhait de recruter un agent contractuel

Contraintes du poste :

Poste clé¹ : Oui Non X

Poste à caractère sensible² : Oui Non X

Poste à privilèges³ : Oui Non X

Personnes à contacter

Madame Patricia BOSSARD, responsable de service du SREAF - Numéro de téléphone : 02.72.74.71.70

Adresse : DRAAF Pays de la Loire 5, rue Françoise Giroud, CS 67516, 44275 NANTES cedex 2

Mail : patricia.bossard@agriculture.gouv.fr

Madame Claire JACQUET-PATRY, responsable de service du SRISE - Numéro de téléphone : 02.72.74.72.42

Adresse : DRAAF Pays de la Loire 5, rue Françoise Giroud, CS 67516, 44275 NANTES cedex 2

Mail : claire.jacquet-patry@agriculture.gouv.fr

Monsieur Patrice MILLON, chef du pôle « Filières agricoles et agro-alimentaires » - Numéro de téléphone :

02.72.74.71.58 – Adresse : DRAAF Pays de la Loire 5, rue Françoise Giroud, CS 67516, 44275 NANTES cedex 2

Mail : patrice.millon@agriculture.gouv.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

La DRAAF offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous aurez accès au plan annuel de formation de FranceAgriMer et de la DRAAF en fonction de vos besoins.

La DRAAF dispose d'un service de restauration inter-administrations à 5 minutes à pieds des bureaux

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale de FranceAgriMer.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : vendredi 02 février 2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Data Stewart, chargé.e de mission « qualité des données »

Direction Marchés, études et prospective/Service Production et mise à disposition de données économiques multifilières/Mission Qualité des données

| | |
|--|--|
| N° appel à candidature : 23706 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 1 | Cotation Groupe RIFSEEP : 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat |
| Filière d'emploi : | |
| Indiquer : Poste vacant (création de poste) | Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La direction « Marchés, études et prospective » (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches multifilières et des outils transverses nouveaux, de conduire des études à caractère économique sur les filières et les marchés agricoles, de la pêche et de l'aquaculture. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, les professionnels des filières, en particulier les interprofessions reconnues, et les services territoriaux.

La direction « Marchés, études et prospective » est composée de trois services dont le **Service production et mise à disposition de données économiques multifilières**. Celui-ci a en charge d'organiser la structuration et la mise à disposition de l'information économique. À ce titre il est chargé notamment :

- de la gouvernance, du pilotage, du management de la donnée pour la direction
- d'organiser en base de données partagée des informations économiques (système d'information économique partagé) afin de faciliter sa mise à disposition en interne et en externe,
- de concevoir, de mettre en place ou de faciliter le développement de dispositifs de collecte et de diffusion des informations qui prennent en compte les échelles géographiques pertinentes, les attentes des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), la dimension inter-filières, ainsi que les produits sous signe d'identification de l'origine et de la qualité,
- de missions de maîtrise d'ouvrage des applications et des systèmes d'informations liés directement à l'activité de la direction,

Il assure le pilotage national du Réseau des Nouvelles des Marchés (RNM) en charge de la collecte des informations sur les prix pratiqués et de l'observation des transactions sur les marchés des produits agricoles et alimentaires à tous les stades.

Il assure le pilotage des démarches qualité des dispositifs de collecte et de production de données statistiques et, notamment, de la qualification de données par l'Autorité de la Statistique Publique et de la certification ISO 9001 du RNM, le directeur du système de management de la qualité étant le Directeur de MEP

Il est composé de deux unités (systèmes d'information économique et RNM) et d'une mission, la mission « **qualité des données** », chargée de formaliser et de vérifier la soutenabilité du programme statistique annuel et du pilotage de la qualité, d'animer les démarches d'amélioration continue des dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion des données, de favoriser la formalisation des règles et politiques associées et d'accompagner méthodologiquement la mise en œuvre au sein de la direction de nouveaux dispositifs de collecte et de production de données statistiques.

Objectifs du poste

La.le titulaire du poste travaillera dans la mission qualité des données, en étroite collaboration avec la.le responsable de la mission, sur les enjeux liés au cadre méthodologique des données collectées, traitées et/ou diffusées par les équipes de la Direction.

En tant que référent dans son domaine, elle/il assure un rôle de conseil, d'assistance, d'information, de formation sur tout ou partie de projets Data de la Direction visant l'amélioration, l'optimisation et la gestion des risques du management et de la qualité de la donnée.

Missions et activités principales :

- Formaliser le cadre de Data management de la Direction. Le data management, ou gestion de la donnée consiste en la mise en place de règles, de pratiques, d'architectures et de procédures visant à gérer efficacement les données, de leur collecte à leur mise à disposition, en s'assurant qu'elles restent toujours fiables
- Élaborer le cadre de gouvernance des données (périmètre des données à mettre sous contrôle, principes et standards de gestion et de fiabilisation des données)
- Mettre en œuvre la stratégie et la gouvernance des données de l'établissement en gérant l'organisation, la qualification, la structuration et la gestion des données ; établir les normes, standards et processus, la communication, la conduite du changement, l'outillage
- Vérifier que toutes les actions autour de la donnée sont en accord avec les lois et les normes (RGPD, secret des affaires, secret statistique, anonymisation etc.)
- Élaborer et proposer la politique de diffusion des données de l'Établissement : accessibilité différenciée, diffusion internet, Open Data, granularité des produits et des mailles géographiques, priorisation, partenariats
- Monitorer la qualité, la sécurité et la disponibilité des données, en particulier les plus critiques

- Participer à la mise à jour du programme statistique et en expertiser la soutenabilité
- Piloter et accompagner des démarches d'amélioration continue sur les processus de collecte, traitement et diffusion de données au sein de la Direction (sécurisation, gestion des risques, amélioration de la valeur du patrimoine des données)
- Participer à l'élaboration des projets de reconnaissance des séries de statistiques publiques à visée d'information générale auprès de l'Autorité de la statistique publique
- Tenir une veille permanente sur les sujets liés aux données en interne et externe : appels à projets, obligations européennes etc.

Relations fonctionnelles du poste :

Sous l'autorité hiérarchique directe du/de la responsable de la mission « qualité des données ».

Toutes unités et service au sein de la direction ; liens étroits avec les utilisateurs de données (publics et privés ; lien avec les autorités de tutelles pour l'établissement des priorités ; lien avec les institutions de la statistique publique (Insee, Comités du label et du secret, Autorité de la statistique publique, SSP...) et les établissements producteurs de données versées dans le système d'information. En lien avec le délégué à la protection des données pour les aspects juridiques. Lien étroit avec l'unité « Système d'information économique ».

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Qualité de la donnée
- Statistique appliquée
- Data management
- Appréhender et comprendre l'environnement des données
- Connaitre et interroger les bases de données
- Stockage de données
- Environnement juridique, méthodes et outils de l'Open Data
- Langages de programmation : Python, R, SAS (formation possible)

Savoir-faire / Maîtrise

- Conduite de projet
- Rigueur, sens de l'initiative, autonomie
- Goût des contacts et de la transversalité
- Sens du travail en équipe
- Réactivité- anticipation
- Sens de la qualité
- Esprit d'analyse et de synthèse
- Innovation – créativité
- Pédagogie

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac + 5 et 1 an d'expérience en cas de candidature contractuel

Un profil statisticien, économètre, data scientist ou informaticien sensible aux enjeux autour de la donnée serait un plus.

Contraintes du poste :

| | | |
|---|-----|---|
| Poste clé¹ : | Oui | Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Poste à caractère sensible² : | Oui | Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Poste à privilèges³ : | Oui | Non <input checked="" type="checkbox"/> |

Personnes à contacter

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Claire POISSON, cheffe du service « production et mise à disposition de données économiques multifilières » adjointe, cheffe de la mission « qualité des données »

claire.poisson@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 23 61

Fabien DJAOUT, chef du service « production et mise à disposition de données économiques multifilières »

fabien.djaout@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 27 39

Pierre CLAQUIN, directeur Marchés, études et prospective

pierre.claquin@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 25 78

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15 janvier 2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Data engineer et Assistant(e) à la maîtrise d'ouvrage de système d'information de données économiques

Direction Marchés, études et prospective/Service Production et mise à disposition de données économiques multifilières/Unité système d'information économique

| | |
|--|---|
| N° appel à candidature : 23707 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 2 | Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement ou corps des attachés de l'administration de l'Etat |
| Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication | |
| Indiquer : Poste vacant | Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La direction « Marchés, études et prospective » (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches multifilières et des outils transverses nouveaux, de conduire des études à caractère économique sur les filières et les marchés agricoles, de la pêche et de l'aquaculture. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, les professionnels des filières, en particulier les interprofessions reconnues, et les services territoriaux.

La direction « Marchés, études et prospective » est composée de trois services, dont le **Service production et mise à disposition de données économiques multifilières**, chargé d'organiser la structuration et la mise à disposition de l'information économique. À ce titre il est chargé notamment :

- de la gouvernance, du pilotage, du management de la donnée pour la direction

- de l'organisation en bases de données des informations économiques
- de missions de maîtrise d'ouvrage des applications et systèmes d'informations de la direction.

Il assure aussi le pilotage national du Réseau des Nouvelles des Marchés (RNM) qui collecte des informations sur les prix et les transactions sur les marchés des produits agricoles.

Le service est composé d'une mission « qualité des données » et de deux unités : l'unité RNM et l'unité systèmes d'information économique.

L'unité systèmes d'information économique a un rôle transverse pour la Direction. Elle a pour mission de contribuer à la mise en place et à l'évolution des outils de traitements de données et de développer le système d'information décisionnel répondant aux besoins d'analyse de données de diffusion et économiques.

Objectifs du poste

- o Mettre en œuvre les volets techniques de projets DATA de la Direction
- o Valoriser les données à l'intention des services métiers en se basant sur l'analyse des données des systèmes d'informations de la Direction.
- o Contribuer au pilotage et aux travaux liés à la mise en place de nouvelles applications externalisées de la Direction

Missions et activités principales :

La.le titulaire du poste, :

- Dans le cadre des travaux d'appui de l'USIE, sur les projets DATA dont il a la charge, il est responsable de l'élaboration de l'architecture technique nécessaire à la valorisation de données. Il est également responsable des croisements de données nécessaires ainsi que les travaux de validation, correction, qualité - nécessaires pour soutenir le travail des équipes métiers de la Direction en aval - avec l'implémentation d'algorithmes, de tests techniques et de contrôle qualité, pour lesquels il travaille avec les Data Stewards.
- Périodiquement, il doit aussi effectuer une veille technologique pour rester au fait des dernières innovations dans le domaine des solutions analytiques pour répondre à l'évolution des exigences de la politique de la donnée et à la structuration de son cycle de vie dans le respect des réglementations en vigueur.
- informe / conseille les référents métiers et la mission « qualité des données » - anime les démarches d'amélioration continue des dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion des données - sur toutes les composantes techniques du système d'information, et proposer des pistes d'amélioration
- est en charge de la valorisation des données, basée sur l'analyse des données des systèmes d'informations. Il fournit l'expertise technologique nécessaire pour développer les solutions data, des rapports détaillés ou des référentiels de données structurés appropriés aux différents cas d'usage data émanant des unités métiers. Il les met ensuite à disposition d'interlocuteurs internes métiers. :
 - o mettre à jour le patrimoine de données existantes (entrepôt de données) et les traitements liés
 - o intégrer et traiter de nouvelles données, en mettant en place des dispositifs et règles de gestion pour contrôler les processus et la qualité des données et gérer les anomalies
 - o automatiser des restitutions récurrentes (calculs, tableaux, graphiques, cartes...)
 - o informer / conseiller / assister les utilisateurs métier dans la gestion et les traitements de leurs données
 - o en lien avec la démarche d'amélioration identifiée par la mission « qualité de données », développer de nouveaux traitements ou évolutions
 - o produire la documentation technique et la documentation opérationnelle à destination des utilisateurs métiers
- devra, pour certaines applications ou traitements concernant les systèmes d'information de données économiques dont le développement est externalisé auprès de prestataires informatiques :

- Assister les utilisateurs dans l'expression et la rédaction des besoins, l'identification des scénarios d'optimisation et d'évolution, le choix des solutions, la relecture et validation des spécifications fonctionnelles ;
- Participer à l'organisation des travaux de l'équipe de maîtrise d'ouvrage, à la supervision du projet et de l'avancement des prestataires, à l'identification des risques, à la circulation et diffusion de l'information
- Participer à définir la politique de tests fonctionnels et à leur organisation
- Réaliser la recette des livrables et apprécier leur conformité au besoin
- Mettre en place les indicateurs nécessaires au suivi et à la gestion du projet
- Participer à l'accompagnement au changement des utilisateurs cibles

Relations fonctionnelles du poste :

Toutes unités et service au sein de la direction ; lien étroit avec la mission « qualité des données », liens avec les établissements producteurs de données versées dans le système d'information (ASP par exemple).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Architecture de base de données (datawarehouse, datalake,...)
 Maîtrise des techniques de traitement des Données
 Maîtrise de langages de programmation (notamment SAS souhaité mais formation possible, SQL, Java,...)
 Maîtrise technique SGBD : (notamment oracle,...)

Savoir-faire / Maîtrise

Capacité d'analyse, de synthèse
 Organisation, rigueur et méthode
 Goût du travail en équipe et de la transversalité
 Réactivité, adaptabilité, anticipation, autonomie

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac + 5 en informatique **en cas de candidature contractuel**
 Expérience d'un niveau sénior dans le domaine concerné

Contraintes du poste :

A compléter s'il y a lieu

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Marie LECOCQ, chef de l'unité Système d'information économique
marie.lecocq@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 23 61

Fabien DJAOUT, chef du Service production et mise à disposition de données économiques multifilières
fabien.djaout@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 27 39

Pierre CLAQUIN, directeur Marchés, études et prospective
pierre.claquin@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 25 78

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15 janvier 2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.



Direction des ressources humaines
Pôle développement des ressources humaines

Saint-Denis, le 27/12/2023

OFFRE D'EMPLOI

Référent physico-chimie en laboratoire de contrôle qualité des médicaments chimiques et dispositifs médicaux

Présentation générale du poste

Direction : Direction des contrôles (CTROL)

Pôle : Pôle contrôles physico-chimiques des médicaments chimiques et autres produits de santé (CPCMEC)

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles :

Liaisons hiérarchiques : Cheffe du pôle

Liaisons fonctionnelles : Agents du pôle et des autres pôles de la CTROL, notamment les pôles thématique Surveillance du marché des médicaments chimiques et autres produits de santé (SURMAC) et logistique scientifique et administrative (LOGAM) du site de Vendargues

Liaisons fonctionnelles avec les autres référents techniques de la CTROL.

Collaborations internes et externes :

Direction des métiers scientifiques de l'ANSM, Direction de l'inspection, EDQM, autres OMCLs.

Compatible télétravail oui non

Selon les modalités actuellement en place à la CTROL : 1 à 2 jours par mois.

Finalité du poste

Le référent apporte son appui au chef de pôle pour le pilotage des activités de contrôle qualité en laboratoire à des fins de surveillance de marché des médicaments chimiques et dispositifs médicaux, d'élaboration de référentiels (pharmacopées française et européenne) et d'expertises.

Il apporte en particulier un soutien pour la planification des activités, le management fonctionnel des scientifiques et techniciens du pôle et le pilotage des actions liées aux activités transversales du pôle comprenant le management de la qualité, l'application des règles de santé et sécurité au travail, le suivi du plan d'équipement, etc.

Il anime également la veille scientifique et la participation du pôle à l'évolution des textes technico-réglementaires.

Il prend en charge la responsabilité de certains contrôles confiés au pôle. Dans ce contexte, il prépare l'organisation et la planification des essais, encadre les analyses réalisées au laboratoire et approuve les résultats.

Activités principales

1. Apporter un appui au chef de pôle pour le pilotage des activités de contrôle qualité du laboratoire

- Contribution à l'élaboration et suivi du programme annuel du pôle (plan pluri-annuel de surveillance de marché national et européen, développement et validation de méthodes, réponses aux demandes d'expertise des autres directions de l'ANSM, participations aux élaborations de référentiels et études collaboratives et de performance, programme d'habilitations, etc.)
- Contribution aux actions de santé et sécurité au travail en lien avec le référent ergonomie
- Participation à la continuité des activités de pilotage du pôle, à la validation de l'ensemble des livrables du pôle comprenant les certificats d'analyses, les rapports d'étude, les documents qualité.

2. Contribuer à la coordination des activités CTROL

- Participation aux réunions inter-pôles concernant le suivi des activités de laboratoire ainsi qu'aux réunions du réseau des référents techniques de la CTROL
- Participation aux réunions métrologie organisées sur le site de Vendargues.

3. Exercer le rôle de scientifique de laboratoire

- Gestion des activités de contrôles dont il a la charge dans un contexte d'enquêtes en surveillance de marché ou de standardisation.
- Organisation et la planification des essais, encadrement des analyses réalisées au laboratoire et approbation des résultats.

4. Apporter un appui pour les actions relatives au management de qualité au sein du pôle, en lien avec le responsable qualité du site

- Planification et suivi des actions qualité issues des audits et des autres actions d'améliorations
- Contribution à la revue de la documentation
- Préparation des audits internes et externes

5. Animer les activités scientifiques du pôle

- Participation aux réunions techniques du pôle
- Coordination d'une veille technique et scientifique sur l'état de l'art, les nouveaux produits en développement, les nouveaux outils ou méthodes à développer pour maintenir et développer l'expertise dans le domaine d'activités du pôle
- Coordination de la participation du pôle à l'évolution des textes technico-réglementaires

Activités secondaires

- Support aux scientifiques du pôle si besoin dans le cadre des contrôles physico-chimiques ou en remplacement pendant leurs absences (approbation scientifique de résultats, rédaction de protocoles d'études et de rapports d'essai, communications et publications, etc.)
- Soutien aux techniciens du pôle en l'absence du scientifique responsable des essais confiés.
- Support aux scientifiques et techniciens du pôle si besoin dans le suivi des équipements scientifiques (vérification des rapports de qualification, ...)

Formation / Diplôme :

Docteur en pharmacie, Docteur en sciences ou Master 2 dans le domaine du contrôle de la qualité des médicaments.

Expérience professionnelle requise :

Expérience de 5 ans minimum dans le domaine du contrôle qualité physico-chimique du médicament.

Compétences clés recherchées :

- Capacité d'encadrement scientifique et technique, compétences en gestion de projets
- Qualités relationnelles, esprit d'équipe, sens de la communication
- Autonomie, rigueur, disponibilité
- Compétences rédactionnelles, esprit d'analyse et de synthèse
- Maîtrise des méthodes analytiques appliquées au contrôle physico-chimique des médicaments chimiques
- Connaissances de la réglementation et des normes applicables au laboratoire de contrôle qualité (NF EN ISO 17025)
- Maîtrise des outils informatiques bureautiques et de laboratoire (LIMS)
- Bonne maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit.

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de droit public de 3 ans ou fonctionnaire en position de détachement

Catégorie d'emploi :

CE1

Emploi repère :

Référent méthode/scientifique

Rattachement du poste : VENDARGUES

Adresse d'envoi des candidatures :

A l'attention de Séverine REMILIEU

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : jeudi 11 janvier 2024

Référence de l'offre : SR/CTROL/CPCMEC/REFERENT/122023

Référent technique : Cheffe de pôle, Charlotte BRENIER



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

Conformément aux articles L.1451-1 et R.1451-1 du code de la santé publique, certains agents de l'ANSM, dont la nature des fonctions le justifie, doivent télé-déclarer leurs liens d'intérêts. Cette déclaration est rendue publique dans le cadre des dispositions en vigueur et actualisée par l'agent au moins annuellement.

Les candidats à un poste ne nécessitant pas une déclaration d'intérêts publiée renseignent un formulaire papier de déclaration de leurs liens d'intérêts lors du recrutement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, les agents publics qui souhaitent, dans le cadre d'un cumul d'activités ou lors d'une cessation de fonctions, exercer une activité dans le secteur privé, doivent au préalable en informer l'ANSM.

OFFRE D'EMPLOI**Technicien(-ne) de laboratoire****Présentation générale du poste****Direction :** Direction des contrôles (CTROL)**Pôle :** Contrôles microbiologiques et biologiques des produits de santé (BIOMIC)**Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles :**

Hiérarchiques : Cheffe de pôle

Fonctionnelles : Scientifiques et techniciens du pôle BIOMIC, agents de la logistique scientifique et administration (LOGAM), responsable qualité.

Collaborations internes et externes :

Interne : Peut être amené à travailler en transversalité avec les scientifiques des autres pôles techniques et thématiques de la CTROL

Externe : réseau des OMCLs, OMS, EDQM

Compatible télétravail oui non**Finalité du poste**

Mise en œuvre des contrôles biologiques des médicaments et produits de santé comprenant notamment les essais de bioactivité sur l'animal.

Activités principales

Le/la technicien (-ne), selon les procédures et instructions opératoires :

- Réalise les essais et contrôles dont il a la charge,
- Assure l'organisation pratique des essais et des contrôles à réaliser en s'assurant de la disponibilité des réactifs et consommables,
- Est chargé (-e) du suivi et du bon fonctionnement de l'appareillage dont il/elle a la responsabilité en suivant les maintenances et qualification, en lien avec le pôle logistique et du responsable des équipements scientifiques du site.
- Assure la maintenance de son plan de travail et participe à l'élimination des déchets de laboratoire,
- Apporte un support à l'entretien de l'animalerie en cas de besoin,
- Rédige les comptes rendus des analyses qu'il/elle effectue
- Participe à la validation technique des activités réalisées par l'équipe,
- Participe au transfert, à la mise au point et au développement de techniques,

Dans ce cadre, il/elle participe, dans le respect des délais imposés aux contrôles de libération de lots de vaccins. A ce titre, il/elle participe aux expérimentations sur l'animal et aux essais en laboratoire. Et il/elle peut être amené (-e) à participer aux autres activités du pôle :

- Aux contrôles de surveillance du marché (national et européen)
- Aux contrôles réalisés dans un contexte d'urgence,
- Aux essais collaboratifs coordonnés par l'EDQM ou l'OMS,

Il/elle applique les principes des référentielles qualités en vigueur à l'agence et contribue au développement de la démarche qualité du pôle.

Activités secondaires

- Participation à des groupes thématiques de travail au sein de la direction ou de l'agence.

Formation / Diplôme :

BTS, DUT/BUT (ou équivalent) dans le domaine du contrôle qualité

Expérience professionnelle requise :

Expérience souhaitée en expérimentation animale ; les techniques en immunoanalyse, en biologies cellulaire et moléculaire et en microbiologie.

Compétences clés recherchées :

- Rigueur, autonomie, disponibilité et sens du travail en équipe
- Expérience en expérimentation animale
- Connaissance des méthodes biologiques et immunologiques appliquées au contrôle des médicaments et produits biologiques (ELISA, MIA ...)
- Maîtrise des outils informatiques bureautiques et de laboratoire (LIMS, logiciels équipements en biologie)
- Bonne connaissance de la réglementation et des normes applicables au laboratoire de contrôle qualité (NF EN IO 17025).
- Maîtrise de l'anglais pour la lecture des procédures opératoires et d'articles scientifiques.

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de droit public de 3 ans ou fonctionnaire en position de détachement

Catégorie d'emploi :

CE3

Emploi repère :

Technicien contrôle

Rattachement du poste : VENDARGUES

Agence Nationale de Sécurité du Médicament
et des produits de santé
635 rue de la garenne
34740 VENDARGUES

Conditions particulières d'exercice : Participation aux permanences en animalerie

Candidater

Adresse d'envoi des candidatures :

A l'attention de Séverine REMILIEU

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : dimanche 28 janvier 2024

Référence de l'offre : SR/CTROL/BIOMIC/TL/122023

Référent technique : Marion MORGAND, cheffe de pôle



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

Conformément aux articles L.1451-1 et R.1451-1 du code de la santé publique, certains agents de l'ANSM, dont la nature des fonctions le justifie, doivent télé-déclarer leurs liens d'intérêts. Cette déclaration est rendue publique dans le cadre des dispositions en vigueur et actualisée par l'agent au moins annuellement.

Les candidats à un poste ne nécessitant pas une déclaration d'intérêts publiée renseignent un formulaire papier de déclaration de leurs liens d'intérêts lors du recrutement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, les agents publics qui souhaitent, dans le cadre d'un cumul d'activités ou lors d'une cessation de fonctions, exercer une activité dans le secteur privé, doivent au préalable en informer l'ANSM.



Direction des ressources humaines
Pôle développement des ressources humaines

Saint-Denis, le 28/12/2023

OFFRE D'EMPLOI

Chef(-fe) de pôle instruction et notification des dossiers de la direction des autorisations INOTIF (F/H)

Présentation générale du poste

Direction : Direction des autorisations (DA)

Pôle : Instruction, notification AMM et modifications (INOTIF)

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles :

Liaisons hiérarchiques : Directrice des autorisations et directeurs adjoints

Collaborations internes et externes :

Collaborations internes : les 3 autres pôles de la direction, toutes les directions de l'ANSM et principalement, la DMFR, les directions médicales, les directions des métiers scientifiques, la direction Europe et Innovation (DEI), la DMCDIV, la direction de la surveillance (SURV), la direction des contrôles (CTROL), le CASAR, la DRD.

Collaborations externes : Demandeurs (firmes, laboratoires, chercheurs....)

Compatible télétravail oui non

Activités principales

- **Assurer la responsabilité hiérarchique de l'équipe et le pilotage de l'activité**
 - En traduisant les objectifs stratégiques de la direction en objectifs opérationnels pour son équipe
 - En assurant l'organisation et la répartition du travail au sein de l'équipe au regard des calendriers, des règles internes de l'agence en matière de gestion du personnel
 - En assurant le management de l'équipe et en veillant à l'adéquation charge/ressource
 - En pilotant les différentes activités du pôle
 - En favorisant la coopération en particulier au sein de la direction et au sein de l'agence en général
 - En s'assurant de la bonne application des procédures/processus en vigueur
 - En s'assurant de la bonne application des règles de déontologie
 - En anticipant les situations à risque et en faisant remonter à sa hiérarchie les sujets d'importance
 - En pilotant l'évolution des pratiques et la gestion de projets pour les activités du pôle
 - En assurant un reporting ascendant et descendant

- **Favoriser le développement et l'évolution professionnelle des agents et s'assurer de leur qualité de vie au travail**
 - En effectuant des retours constructifs sur le travail réalisé régulièrement, ainsi qu'à travers les EAE
 - En veillant à l'amélioration de la compétence individuelle et collective de l'équipe
 - En alertant sa hiérarchie sur les situations individuelles ou collectives difficiles
 - En facilitant les modalités d'échanges de pratiques professionnelles
 - En favorisant un climat de travail harmonieux

- **Assurer la qualité et la sécurisation des livrables**
 - En définissant et en mettant en place une priorisation des dossiers par le risque
 - En s'assurant de la qualité des livrables et du respect des échéances
 - En supervisant les actions de sécurisation et les mesures de réduction de risque proposées par ses équipes sur les dossiers les plus à risque
 - En pilotant les actions de communication du pôle

- **Représenter l'agence en interne ou en externe sur son domaine d'activités**
 - En portant les positions de l'agence à l'extérieur
 - En participant aux bilans annuels d'activité
 - En participant aux audits
 - En participant aux instances et travaux de la direction
 - En participant à la représentation de l'agence à l'extérieur
 - En participant aux réflexions stratégiques de la direction
 - En facilitant les coopérations inter pôle de la direction.

Formation / Diplôme :

Formation Bac+5 minimum (docteur en médecine, en pharmacie, scientifique....)

Expérience professionnelle requise :

Expérience managériale souhaitée

Compétences clés recherchées :

Capacité à animer une dynamique collective, à favoriser les coopérations

Sens de la communication et du travail en équipe

Esprit de synthèse et réactivité.

Rigueur

Esprit d'analyse de synthèse et de décision

Disponibilité

Sens de l'organisation du travail, autonomie et de réactivité

Esprit d'initiative et d'entraide

Maîtrise des outils bureautique et base de données

Maîtrise de l'anglais

Connaissances scientifiques/techniques liées aux missions de la direction

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de droit public d'une durée de 3 ans ou fonctionnaire en position de détachement

Catégorie d'emploi :

CE1

Emploi repère :

Responsable d'équipe I

Rattachement du poste : SAINT-DENIS

Agence Nationale de Sécurité du Médicament

et des produits de santé

143-147, boulevard Anatole France

93285 SAINT-DENIS CEDEX

Conditions particulières d'exercice : Déplacements ponctuels

Candidater

Adresse d'envoi des candidatures :

A l'attention de Séverine REMILIEN

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : dimanche 28 janvier 2024

Référence de l'offre : SR/DA/INOTIF/CdP/122023

Référent technique : Gaëlle GUYADER, Directrice



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

Conformément aux articles L.1451-1 et R.1451-1 du code de la santé publique, certains agents de l'ANSM, dont la nature des fonctions le justifie, doivent télé-déclarer leurs liens d'intérêts. Cette déclaration est rendue publique dans le cadre des dispositions en vigueur et actualisée par l'agent au moins annuellement.

Les candidats à un poste ne nécessitant pas une déclaration d'intérêts publiée renseignent un formulaire papier de déclaration de leurs liens d'intérêts lors du recrutement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, les agents publics qui souhaitent, dans le cadre d'un cumul d'activités ou lors d'une cessation de fonctions, exercer une activité dans le secteur privé, doivent au préalable en informer l'ANSM.



Direction des ressources humaines
Pôle développement des ressources humaines

Saint-Denis, le 27/12/2023

OFFRE D'EMPLOI

Evaluateur(-trice) coordinateur(-trice) scientifique et réglementaire

Présentation générale du poste de travail

Direction : Direction des autorisations (DA)

Pôle : Pôle essais cliniques (ESCL)

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles :

Liaisons hiérarchiques : Cheffe de pôle

Liaisons fonctionnelles : Référent essais cliniques

Collaborations internes et externes :

Collaboration internes

Direction des métiers scientifiques (DMS) ; Directions médicales (DMM1 et DMM2) ; Direction réglementation et déontologie (DRD), Centre d'Appui aux Situations d'urgence, aux Alertes sanitaires et à la gestion des Risques (CASAR), Direction de la Surveillance (SURV), Direction de l'inspection (DI)

Intra-direction: Evaluateurs, gestionnaires, assistantes

Collaborations externes

EMA et homologues des autres agences de sécurité sanitaire de l'Union européenne

Autres structures institutionnelles nationales

Liens avec les demandeurs notamment les promoteurs industriels et institutionnels

Compatible télétravail oui* non

*Poste télétravaillable selon le protocole en vigueur.

Finalité du poste

Organiser et piloter l'évaluation des demandes d'autorisations d'essais cliniques et de modifications substantielles d'essais cliniques dans le respect des délais impartis.

Activités principales

Pour l'ensemble des gammes thérapeutiques dont il a la charge :

→ Coordonner l'évaluation des demandes d'autorisations d'essais cliniques et de modifications substantielles d'essais cliniques :

- Coordination des demandes d'autorisations d'essais cliniques et de modifications substantielles d'essais cliniques;
- Evaluation de la recevabilité technico-réglementaire des dossiers de demandes d'autorisations d'essais cliniques et de modifications substantielles d'essais cliniques,
- Evaluation du niveau de risque
- Evaluation réglementaire et scientifique de premier niveau
- Détermination des évaluations spécialisées requises (qualité pharmaceutique, sécurité virale, pré clinique, clinique) en prenant en compte les caractéristiques du protocole de l'essai clinique et du (ou des) médicaments expérimental(aux) ;
- Coordination et suivi de l'instruction de ces demandes en veillant au respect des délais de réponse impartis;
- Elaboration des courriers de questions, d'autorisation, de retrait ou de refus des demandes le cas échéant (selon la réglementation en vigueur)
- Participation, dans le cadre de l'instruction de ces dossiers, aux réunions (internes et/ou avec les promoteurs d'essais cliniques)

→ Assurer un rôle de conseil technico-réglementaire auprès des demandeurs (industriels ou institutionnels)

Activités secondaires

1. Participation aux réunions en qualité de référent technico-réglementaire, notamment au groupe de travail du comité d'interface, aux réunions de pré-soumissions
2. Participation à l'amélioration des processus et/ou la rédaction des procédures relatives aux différentes activités du pôle essais cliniques

Diplôme requis :

Pharmacien ou Scientifique (bac +5 minimum)

MASTER ou DIU en lien avec la réglementation du médicament et/ou les Essais Cliniques

Expérience professionnelle requise :

Expérience en lien avec les essais cliniques souhaitée

Compétences clés recherchées :

- Capacités organisationnelles, rigueur et autonomie
- Capacités relationnelles et aptitudes au travail en équipe
- Maîtrise de l'anglais
- Maitrise des outils bureautiques et base de données

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de droit public de 3 ans ou fonctionnaire en position de détachement

Catégorie d'emploi : CE1

Emploi repère : Evalueur scientifique et réglementaire

Localisation du poste : Saint-Denis

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé

143-147, boulevard Anatole France

93285 SAINT-DENIS CEDEX

Candidater

Lieu d'envoi des candidatures :

Direction des ressources humaines

A l'attention de Nathalie PEYSSON

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : dimanche 28 janvier 2024

Référence de l'offre : SR/DA/ESCL/ECSR/122023

Référent technique : Véronique SETIN-PREVOTAT, cheffe de pôle



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

« Conformément aux articles L.1451-1 et R.1451-1 du code de la santé publique, certains agents de l'ANSM, dont la nature des fonctions le justifie, doivent télé-déclarer leurs liens. Cette déclaration est rendue publique dans le cadre des dispositions en vigueur et actualisée par l'agent au moins annuellement.

Les candidats à un poste ne nécessitant pas une déclaration d'intérêts publiée renseignent un formulaire papier de déclaration de leurs liens d'intérêts lors du recrutement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, les agents publics qui souhaitent, dans le cadre d'un cumul d'activités ou lors d'une cessation de fonctions, exercer une activité dans le secteur privé, doivent au préalable en informer l'ANSM. »



Direction des ressources humaines
Pôle développement des ressources humaines

Saint-Denis, le 28/12/2023

OFFRE D'EMPLOI

Référent(-e) en méthodologie et biostatistiques cliniques (F/H)

Présentation générale du poste

Direction : Direction Europe et Innovation (DEI)

Pôle : Pôle pédiatrie, essais cliniques précoces et innovation thérapeutique (PEPIThe)

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles :

Liaison hiérarchique : Cheffe du pôle PEPIThe

Liaisons fonctionnelles : Managers des directions médicales et scientifiques, référent Clinique, référente AMM, référente Essais Cliniques

Collaborations internes et externes :

Collaborations internes : Direction médicale DMM1, DMM2, Direction des dispositifs médicaux, cosmétique et diagnostic in vitro (DMCDIV), Direction des métiers scientifiques (DMS)

Collaboration externes : Agence Européenne du Médicament (EMA), Agences de sécurité sanitaire des états membres de l'Union Européenne

Compatible télétravail oui non

Finalité du poste

Le référent assure l'accompagnement scientifique des évaluateurs en méthodologie-statistiques ainsi que des évaluateurs cliniques des directions médicales et dispositifs médicaux à l'Agence en vue de la prise de décision d'autorisation.

Activités principales

- Il assure le maintien et le développement des compétences, le partage des bonnes pratiques professionnelles des évaluateurs méthodologie-statistiques et cliniques (instruction et évaluation des dossiers, nouvelles guidelines/recommandations). Il réalise ou monte des actions de formation par des intervenants externes avec le concours de la Direction des ressources humaines (appels d'offre et validation des programmes de formation)
- Il anticipe les évolutions du métier, incluant les impacts de l'évolution de la réglementation, du développement de nouvelles technologies et approches méthodologiques. Il participe au déploiement dans les équipes
- Il participe à l'élaboration et la mise en place de critères d'analyse de risque dans le domaine de la méthodologie-statistique, à l'optimisation de l'évaluation en vue de la prise de décision d'autorisation.

Activités secondaires

- Il participe à des groupes de travail européens ou nationaux
- Il participe à l'évaluation :
 - de protocoles et plans d'analyse statistique d'essais cliniques soumis pour autorisation, avec rédaction de questions au promoteur si besoin de mises à jour ou de clarifications
 - de données cliniques soumises dans le cadre des demandes d'AMM en procédures européennes ou nationales, avec rédaction de rapports et questions aux demandeurs
 - d'avis scientifiques européens ou nationaux
 - de toute autre procédure nécessitant un avis en méthodologie et/ou statistique (accès précoce, revue d'articles...)

Formation / Diplôme :

Pharmacien, médecin ou formation scientifique supérieure, ayant une double compétence en biostatistiques (à minima un master 2 en biostatistiques)

Expérience professionnelle requise :

Une expérience requise de 3 à 5 ans dans la rédaction de plan d'analyse statistique ou dans l'analyse de données et interprétation de résultats d'étude clinique

Compétences clés recherchées :

- Capacité d'analyse et de gestion du risque
- Capacités organisationnelles, rigueur et autonomie
- Capacités relationnelles et aptitudes au travail en équipe
- connaissance étendue de la méthodologie et des statistiques des essais cliniques toutes phases thérapeutiques et diagnostiques
- rédaction de plans d'analyse statistique (et des parties méthodo/stat du protocole)
- programmation (SAS, R ou autres), analyse de données d'études cliniques, interprétation des résultats et rédaction des synthèses statistiques
- pédagogie pour animation de sessions de travail et partage d'expérience
- connaissance des référentiels guidelines et/ou guidances relatives au domaine d'activité (ICH, EMA, FDA)
- pratique de l'anglais permettant de rédiger des notes/synthèses techniques et de participer à des réunions de travail internationales (autorités réglementaires européennes, industriels...)

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de droit public d'une durée de 3 ans ou fonctionnaire en position de détachement.

Catégorie d'emploi :

CE1

Emploi repère :

Référent méthode/scientifique

Rattachement du poste : SAINT-DENIS

Agence Nationale de Sécurité du Médicament
et des produits de santé
143-147, boulevard Anatole France
93285 SAINT-DENIS CEDEX

Candidater

Adresse d'envoi des candidatures :

A l'attention de Séverine REMILIEU

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : dimanche 28 janvier 2024

Référence de l'offre : SR/DEI/PEPITHE/REFERENT/122023

Référent technique : Nina HULIN, Cheffe de pôle



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

Conformément aux articles L. 1451-1 et R. 1451-1 du code de la santé publique, certains agents de l'ANSM, dont la nature des fonctions le justifie, doivent télé-déclarer leurs liens d'intérêts. Cette déclaration est rendue publique dans le cadre des dispositions en vigueur et actualisée par l'agent au moins annuellement.

Les candidats à un poste ne nécessitant pas une déclaration d'intérêts publiée renseignent un formulaire papier de déclaration de leurs liens d'intérêts lors du recrutement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, les agents publics qui souhaitent, dans le cadre d'un cumul d'activités ou lors d'une cessation de fonctions, exercer une activité dans le secteur privé, doivent au préalable en informer l'ANSM.



Direction des ressources humaines
Pôle développement des ressources humaines

Saint-Denis, le 27/12/2023

OFFRE D'EMPLOI

| |
|--|
| <p>Evaluateur coordinateur scientifique et réglementaire (F/H) Investigations Cliniques & Etudes des performances</p> |
|--|

Présentation générale du poste

Direction : Direction des Dispositifs Médicaux, des Cosmétiques et des dispositifs de Diagnostic In-Vitro (DMCDIV)

Pôle : Qualité et pilotage (MOSAIQ)

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles :

Liaisons hiérarchiques : cheffe de pôle

Liaisons fonctionnelles : référent essais cliniques

Collaborations internes et externes :

Collaboration internes : Evaluateurs essais cliniques DMCDIV/DRD/Référents méthodologie/statistiques et essais cliniques

Collaboration externes : Experts externes, sociétés savantes, autorités compétentes européennes, Promoteurs d'investigations cliniques (IC) et d'études des performances (EP)

Compatible télétravail **oui** **non** selon le protocole en vigueur

Finalité du poste

L'évaluateur coordinateur scientifique et réglementaire (ECSR) organise et pilote l'évaluation des demandes d'autorisations d'IC, d'EP et de modifications substantielles (MSA) dans le respect des délais impartis.

Activités principales

En collaboration avec les autres ECSR pour l'ensemble des gammes thérapeutiques de la direction, coordonner l'évaluation des demandes d'autorisations d'IC et d'EP et de MSA :

- Coordination des demandes en veillant au respect des délais de réponse impartis à l'ANSM
- Validation des demandes en lien avec l'entrée en application des nouveaux règlements européens 2017/745 sur les dispositifs médicaux et 2017/746 sur les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro
- Evaluation de la recevabilité technico-réglementaire des dossiers de demandes d'autorisations et de MSA
- Détermination des évaluations requises (pré clinique, clinique, sécurité virale) en prenant en compte les caractéristiques du protocole de l'essai clinique et du (ou des) dispositif(s) médical(aux) ou du (ou des) dispositif(s) médical(aux) de diagnostic in vitro
- Donner un avis scientifique concernant les demandes d'autorisations IC et EP Catégorie 3 sur la sécurité de la procédure additionnelle lourde ou invasive. L'ECSR recherche les éléments scientifiques nécessaires à la construction de l'avis et sollicite éventuellement un ou plusieurs expert(s) interne(s) et/ou externe(s);
- Elaboration des courriers de questions, d'autorisation, de retrait ou de refus des demandes ;
- Participation, dans le cadre de l'instruction de ces dossiers, aux réunions (internes et/ou avec les promoteurs d'essais cliniques)

Assurer un rôle de conseil réglementaire auprès des demandeurs (industriels ou institutionnels)

Activités secondaires

Participer à l'élaboration de référentiels EU, de processus, recommandations ou de guidances

Formation / Diplôme :

BAC +5, Master 2 scientifique et/ou technique (pharmacien, biomédical, vigilance sanitaire, affaires réglementaires, juriste ...)

Compétences clés recherchées :

- Connaissance de la réglementation française, européenne et internationale relative à son périmètre d'activité : cadre juridique, réglementaire, jurisprudentiel et normatif ainsi que les référentiels guidelines et/ou guidances relatives à son domaine d'activité
- Connaissances scientifiques et techniques sur son domaine d'activité
- Formuler un avis scientifique motivé
- Utiliser les outils informatiques de son domaine
- Conduire des réunions d'échanges entre divers professionnels
- Anglais

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de droit public de 3 ans ou fonctionnaire en position de détachement

Catégorie d'emploi :

CE1

Emploi repère :

Evaluateur scientifique et réglementaire

Rattachement du poste : Saint-Denis

Agence Nationale de Sécurité du Médicament
et des produits de santé
143-147, boulevard Anatole France
93285 SAINT-DENIS CEDEX

Candidater

Adresse d'envoi des candidatures :

A l'attention de Séverine REMILIEU

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : dimanche 28 janvier 2024

Référence de l'offre : SR/DMCDIV/MOSAIQ/ECSR/122023

Référent technique : Anne-Laure CAMARA, cheffe de pôle



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

Conformément aux articles L.1451-1 et R.1451-1 du code de la santé publique, certains agents de l'ANSM, dont la nature des fonctions le justifie, doivent télé-déclarer leurs liens d'intérêts. Cette déclaration est rendue publique dans le cadre des dispositions en vigueur et actualisée par l'agent au moins annuellement.

Les candidats à un poste ne nécessitant pas une déclaration d'intérêts publiée renseignent un formulaire papier de déclaration de leurs liens d'intérêts lors du recrutement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, les agents publics qui souhaitent, dans le cadre d'un cumul d'activités ou lors d'une cessation de fonctions, exercer une activité dans le secteur privé, doivent au préalable en informer l'ANSM.



Direction des ressources humaines
Pôle développement des ressources humaines

Saint-Denis, le 29/12/2023

OFFRE D'EMPLOI

EVALUATEUR(-TRICE) PHARMACOVIGILANCE – Oncologie solide

Présentation générale du poste

Direction : Direction médicament médicale 1 (DMM1)

Pôle : Pôle Oncologie solide (ONCO)

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles :

- Liens hiérarchiques: Cheffe de pôle, Directrice et Directrice adjointe
- Liens fonctionnels: Direction Europe et Innovation (DEI), Direction des Autorisations (DA), Direction de la surveillance (SURV)

Collaborations internes et externes :

- Intra-direction: Evaluateurs du pôle : pharmacovigilants, efficacité clinique, méthodologie, publicité
- Inter-directions: Evaluateurs de la direction scientifique : sécurité non clinique, qualité pharmaceutique, Direction des autorisations (DA) : coordonnateurs de projets. Service ruptures de stock, service de la communication, service juridique, Direction Europe et Innovation (DEI), représentant CHMP, CASAR, Evaluateurs de la Direction de la Surveillance, inspecteurs des systèmes de pharmacovigilance
- Externes : Centres régionaux de pharmacovigilance, experts hospitaliers, sociétés savantes, EMA, HAS, INCA, autorités de tutelle, associations de patients

Compatible télétravail **oui** **non**

Finalité du poste

Evaluation de la sécurité d'emploi des médicaments après autorisation de mise sur le marché (procédures nationales et européennes), au cours des essais cliniques ou dans le cadre des accès compassionnels et précoces (AAC/AAP) et des cadres de prescriptions compassionnelles (CPC) dans le domaine de l'oncologie solide.

Activités principales

- Analyser les données de pharmacovigilance provenant de différentes sources : données des rapports périodiques de sécurité d'emploi (PSURs), cas notifiés en France aux centres régionaux de pharmacovigilance, cas notifiés aux laboratoires titulaires d'AMM (cas France et hors Union européenne), presse spécialisée et grand public, signalements d'erreurs médicamenteuses, détection automatisée des signaux de la base Eudravigilance
- Gérer les signaux et des alertes en pharmacovigilance
- Rédiger la partie sécurité d'emploi des rapports d'évaluation des différentes procédures telles que : extensions d'indications et ou extensions de gamme, rapports périodiques de sécurité d'emploi (PSURs et DSURs), arbitrages européens, réévaluation de la balance bénéfice/risque, plan de gestion des risques, protocoles et résultats d'études (PAMs, PASSs, renouvellement d'AMM, procédures P46)
- Evaluer les demandes de modifications d'AMM dans le domaine de la sécurité d'emploi (notamment rubriques 4.4, 4.8 du Résumé des Caractéristiques du Produit)
- Evaluer les cas de pharmacovigilance issus des essais cliniques, les modifications substantielles des brochures investigateur/protocoles, les faits nouveaux et mesures urgentes de sécurité
- Suivre les enquêtes nationales de pharmacovigilance
- Suivre les rapports de synthèse de pharmacovigilance des accès précoce protocolisés
- Suivre la veille scientifique relative à la sécurité d'emploi des médicaments dans le domaine de l'oncologie solide

Activités secondaires

Rédaction du support de l'information destinée aux autorités de tutelle, aux autorités sanitaires, aux professionnels de santé, au grand public (préparation de lettre d'information des professionnels de santé, de communiqués de presse)

Contacts avec les laboratoires titulaires d'AMM

Echanges avec l'EMA, les autorités compétentes des états membres de l'Union européenne

Participation aux réunions de groupes de travail de l'ANSM et de l'Agence européenne

Formation / Diplôme :

Diplôme minimum requis Bac +5 dans le domaine médical, pharmaceutique, ou scientifique

Master 2 ou DU de Pharmacovigilance

Expérience professionnelle requise :

Expérience confirmée en pharmacovigilance et/ou en clinique sur les gammes concernées

Compétences clés recherchées :

Capacité d'analyse des données de pharmacovigilance

Capacités organisationnelles

Capacités relationnelles/ Aptitudes au travail en équipe.

Rigueur et méthode et esprit de synthèse.

Connaissances réglementaires

Connaissances indispensables des logiciels informatiques Word, Access, Excel et Powerpoint

Bon niveau d'anglais indispensable

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de droit public de 3 ans ou fonctionnaire en positionnement de détachement

Catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi 1

Emploi repère :

Évaluateur scientifique et réglementaire

Site de rattachement : SAINT-DENIS

Agence Nationale de Sécurité du Médicament
et des produits de santé
143-147, boulevard Anatole France
93285 SAINT-DENIS CEDEX

Candidater

Adresse d'envoi des candidatures :

A l'attention de Nathalie PEYSSON

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : lundi 29 janvier 2024

Référence de l'offre : SR/DMM1/ONCO/PV/122023

Référent technique : Liora Brunel, cheffe de pôle



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

En vertu de l'Art L.5323-4 du code de la santé publique, le titulaire du poste est soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Par ailleurs, dans le cadre d'un dispositif de prévention du risque de prise illégale d'intérêt (prévu à l'Art 432-13 du code pénal), les agents publics qui souhaitent exercer une activité dans le secteur privé doivent préalablement se soumettre aux dispositions réglementaires relatives à la déontologie (information préalable de l'ANSM pour saisine de la commission de la déontologie de la fonction publique).



Direction des ressources humaines
Pôle développement des ressources humaines

Saint-Denis, le 29/12/2023

OFFRE D'EMPLOI

Evaluateur(-trice) Clinique en médicaments antibiotiques

Présentation générale du poste

Direction : Direction Médicale Médicaments 2 (DMM2)

Pôle : Maladies Infectieuses et Emergentes (MIE)

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles : Liens hiérarchiques : Cheffe de pôle (N+1), Directeur (N+2) et Directeur Adjoint DMM2 - Liens fonctionnels : Direction des autorisations (DA) pour les procédures nationales et européennes (hors centralisées), Direction Europe et Innovation (DEI) pour les procédures européennes centralisées.

Collaborations internes et externes :

- Au sein du pôle et de la direction : Evaluateurs efficacité clinique, pharmacovigilance, publicité
- Au sein de l'ANSM : Direction des Autorisations, Direction des Métiers scientifiques, Direction Europe et Innovation, Direction de la surveillance (vigilance), Direction de la Communication, Centre d'Appui aux Situations d'Urgences, Direction des affaires juridiques et réglementaires, Direction de l'Inspection, et Direction des contrôles.
- Externes : Autres autorités compétentes de la sécurité sanitaire en France (exemples : Haute Autorité de Santé, Santé Publique France...) et tutelle (Direction Générale de la Santé, DGS), société civile (exemple: association de patients...), sociétés savantes, experts externes, European Health Agency (EMA),

Compatible télétravail oui non

Finalité du poste

Contribuer au fonctionnement du Pôle des Maladies Infectieuses et Emergentes (MIE) en assurant les missions d'évaluation sur les aspects cliniques des dossiers sur les antiviraux en collaboration avec les autres évaluateurs-trices du Pôle.

Activités principales

Evaluations réalisées dans le cadre des demandes d'AMM (procédures nationales et européennes, nouvelles demandes et renouvellements), variations d'AMM, essais cliniques, accès précoce, accès compassionnel, avis scientifiques :

- 1 - Evaluation du bénéfice et du risque pour les données cliniques soumises dans le cadre des nouvelles demandes d'AMM, des modifications d'AMM (extension d'indication, nouvelle formulation, variations d'AMM) ;
- 2 - Rédaction (en anglais pour les procédures européennes) des rapports ou commentaires correspondants ;
- 3 - Evaluation des données soumises dans le cadre des demandes d'autorisations d'essais cliniques et de modifications substantielles des essais cliniques ;
- 4 - Evaluation du bénéfice et du risque pour les données cliniques soumises, dans le cadre des demandes d'accès précoce et d'accès compassionnel ;
- 5 - Appui ponctuel à l'évaluation de la sécurité des antiviraux pré et post-AMM ;
- 6 - Appui aux équipes en charge des gestions de stock et arrêts de commercialisation ;
- 7 - Participation aux réunions avec les sociétés savantes ou les experts externes ;
- 8 - Participation aux échanges avec les associations de patients ;
- 9 - Participation aux réunions de conseils/d'avis scientifiques demandées par les firmes pharmaceutiques sur le développement clinique de leurs molécules ;
- 10 - Contribution aux groupes de travail et réunions institutionnelles (HAS, Haut conseil de la santé publique, DGS ...).

Activités secondaires

- Elaboration, sous la responsabilité de la cheffe de Pôle, des réponses aux demandes émanant des autres directions de l'ANSM, des instances sanitaires de Santé Publique (DGS, HAS ...), des associations de patients, des citoyens, des firmes pharmaceutiques ;
- Gestion des relations avec les experts extérieurs à l'ANSM ; analyse des Déclarations Publiques d'Intérêt (DPI) et gestion des éventuels conflits d'intérêts ;
- Veille scientifique sur antiviraux ;
- Appui ponctuel, en cas de besoin, aux autres activités du pôle.

Formation / Diplôme :

- Bac + 5/6 ans minimum dans le domaine médical, pharmaceutique, ou scientifique. Une formation complémentaire en santé publique (Master 2) serait un plus.

Expérience professionnelle requise :

- Si possible, expérience dans le domaine de l'évaluation des données cliniques et de sécurité des médicaments, expérience souhaitée dans le domaine des maladies infectieuses et émergentes

Compétences clés recherchées :

- Capacité d'analyse et de synthèse dans le domaine scientifique
- Capacité rédactionnelle et d'expression orale (en français et en anglais)
- Rigueur et méthode dans des domaines pluridisciplinaires (scientifique, médical/pharmaceutique et réglementaire)
- Aptitudes au travail en équipe
- Connaissances des logiciels informatiques Word, Access, Excel et Powerpoint et de l'Internet
- Capacités relationnelles à travailler en collectif et en équipe
- Capacités organisationnelles et d'adaptation notamment à de nouvelles missions
- Capacité à développer des réseaux professionnels, internes et externes
- Réactivité et anticipation
- Capacité à transmettre notamment dans le cadre du tutorat de stagiaire ou d'apprenti.

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de 3 ans

Catégorie d'emploi :

Catégorie 1

Emploi repère :

Évaluation scientifique et réglementaire
CE1

Site de rattachement : Saint Denis

Trois sites :

Agence Nationale de Sécurité du Médicament
et des produits de santé
143-147, boulevard Anatole France
93285 SAINT-DENIS CEDEX

Agence Nationale de Sécurité du Médicament
et des produits de santé
635 rue de la garenne
34740 VENDARGUES

Agence Nationale de Sécurité du Médicament
et des produits de santé
321 Av. Jean Jaurès
69007 LYON

Conditions particulières d'exercice : Aucune - Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. L'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

Candidater

Adresse d'envoi des candidatures :

A l'attention de **Mme Nathalie PEYSSON**

Date limite de dépôt des candidatures : lundi 29 janvier 2024

Référence de l'offre : DMM2-MIE-CDD3A

Référént technique : Dr Philippe VELLA (Directeur, DMM2) et Dr Alban DHANANI (Directeur adjoint, DMM2)



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste est soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Par ailleurs, dans le cadre d'un dispositif de prévention du risque de prise illégale d'intérêt (prévu à l'Art 432-13 du code pénal), les agents publics qui souhaitent exercer une activité dans le secteur privé doivent préalablement se soumettre aux dispositions réglementaires relatives à la déontologie (information préalable de l'ANSM pour saisine de la commission de la déontologie de la fonction publique).



Direction des ressources humaines
Pôle développement des ressources humaines

Saint-Denis, le 27/12/2023

OFFRE D'EMPLOI

Ingénieur développeur FullStack

Présentation générale du poste

Direction : Direction des systèmes d'information (DSI)

Pôle : Gestion de projets (PGP)

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles :

Liaison hiérarchique : chef de pôle

Collaborations internes et externes : Essentiellement avec les collaborateurs de son pôle : chef de pôle, designers, urbaniste, développeurs et chefs de projets.

Avec des profils en dehors de son pôle : chef de pôle infrastructure et autres chefs de projet DSI

Compatible télétravail oui non

Finalité du poste

Nous sommes à la recherche d'un Développeur Full Stack passionné pour rejoindre notre équipe data dans le secteur de la santé. Vous serez impliqué(e) dans le développement et l'exécution de projets data innovants ainsi que dans la création de preuves de concept (POC) pour explorer de nouvelles technologies et approches en lien avec le traitement de la donnée. Vous collaborerez étroitement avec deux designers et un référent technique, votre expertise technique sera cruciale pour la création de solutions robustes et évolutives. L'opportunité de travailler sur des projets en lien direct avec le traitement de la donnée, dans un environnement collaboratif et stimulant, vous permettra d'étendre vos compétences et de contribuer activement à la réalisation des objectifs de notre agence.

Activités principales

Veille et réalisation de "proof of concept" dans un objectif de R&D, en collaboration avec les autres ressources de la DSI.

- Participer à la veille technologique et identifier les opportunités qui pourraient s'offrir à l'agence dans le cadre de la gestion et l'exploitation de la donnée.
- Réaliser des expérimentations (POC) permettant de confirmer et d'avancer sur certaines de ces opportunités identifiées.
- Réaliser le bilan de l'expérimentation (POC), proposer les scénarios de déploiement et de mise en œuvre en production.

Développement de nouvelles applications spécifiques ou lowcode en prenant en compte les phases suivantes et toujours en collaboration avec les autres ressources de la DSI :

Analyse du besoin :

- Définition des spécifications générales et détaillées.
- Réalisation de l'analyse technique et de l'étude d'intégration.
- Adapter / paramétrer les progiciels applicatifs.
- Réaliser des prototypes
- Développement d'applications web basées sur des technologies comme Python, NodeJS, ... ou avec des technologies lowcode type simplicité.
- Rédiger la documentation

Activités secondaires

Participer à la vie de la DSI et de l'ANSM en partageant ses connaissances, en présentant ses réalisations, ses outils, ses méthodes et ses bonnes pratiques.

Eventuellement et dans de rares cas, des activités de qualification et de maintenance.

- Réalisation des cahiers de recette et exécution du niveau 1 de la recette
- Prise en charge de la maintenance corrective et évolutive (si non délégué à un prestataire).
- Participer à la conduite du changement

Formation / Diplôme :

BAC+5 dans les technologies digitales/informatiques

Expérience professionnelle requise :

Une expérience dans le domaine de la santé serait un plus.

Compétences clés recherchées :

Compétences Frontend :

- HTML
- CSS
- JavaScript (ReactJS, AngularJS, Vue.js)
- TypeScript
- Responsive Web Design et accessibilité
- Connaissance des navigateurs web et de leurs spécificités.

Compétences Backend :

- Node.js, Python, Ruby, PHP, Java, C#, etc.
- Frameworks Backend : tels qu'Express (Node.js), Ruby on Rails, Flask (Python), Laravel (PHP), Spring (Java), etc.
- Base de données : Conception de bases de données, SQL (ou NoSQL), et utilisation de systèmes de gestion de bases de données (SGBD) comme MySQL, PostgreSQL, MongoDB, etc.
- API (Interfaces de Programmation d'Application) : La création et la consommation d'API RESTful ou GraphQL.
- Administration serveurs : Configuration, déploiement et gestion de serveurs web (par exemple, Apache, Nginx) et de services cloud (par exemple, AWS, Azure, Google Cloud).
- Pipelines de CI/CD
- Sécurité : Connaissance des bonnes pratiques de sécurité, gestion des autorisations, protection contre les attaques courantes.

Caractéristiques administratives

Type de contrat :

CDI par voie de mobilité interne ou CDD de droit public de 3 ans ou fonctionnaire en position de détachement

Catégorie d'emploi :

CE1

Emploi repère :

Chef de projet SI

Rattachement du poste : Saint-Denis

Agence Nationale de Sécurité du Médicament
et des produits de santé
143-147, boulevard Anatole France
93285 SAINT-DENIS CEDEX

Conditions particulières d'exercice :

Candidater

Adresse d'envoi des candidatures :

A l'attention de Nathalie PEYSSON

rh@ansm.sante.fr

Date limite de dépôt des candidatures : dimanche 28 janvier 2024

Référence de l'offre : SR/DSI/PSP/INGE/122023

Référent technique : Stéphane BOULINEAU, chef de pôle



Ce poste est ouvert aux candidatures de personnes en situation de handicap. Outre les éventuelles adaptations du poste de travail qui seraient nécessaires, l'établissement garantit une gestion confidentielle du dossier de l'agent

Conformément aux articles L. 1451-1 et R. 1451-1 du code de la santé publique, certains agents de l'ANSM, dont la nature des fonctions le justifie, doivent télé-déclarer leurs liens d'intérêts. Cette déclaration est rendue publique dans le cadre des dispositions en vigueur et actualisée par l'agent au moins annuellement.

Les candidats à un poste ne nécessitant pas une déclaration d'intérêts publiée renseignent un formulaire papier de déclaration de leurs liens d'intérêts lors du recrutement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique, les agents publics qui souhaitent, dans le cadre d'un cumul d'activités ou lors d'une cessation de fonctions, exercer une activité dans le secteur privé, doivent au préalable en informer l'ANSM.